Communiqué de presse du groupe Lille Verte

« A quand une politique humaine de résorption des bidonvilles à Lille et dans la MEL ? »

Le 27 mai 2025

Ce mardi 27 mai 2025, vers 7 heures du matin, les deux bidonvilles de la rue de Bavay et de l'avenue Cordonnier à Lille ont été investis par différents représentants de l'Etat, de la Ville de Lille, de la SNCF et de la SPL Euralille **afin de procéder à une expulsion de ces terrains**, occupés il y a quelques jours encore par environ 85 personnes.

Les familles Roms vivant sur ces deux sites avaient été prévenues de cette expulsion, dont l'imminence leur a été confirmée le vendredi 23 mai 2025 par l'association chargée du diagnostic des personnes vivant sur place. De ce fait, ce matin, il ne restait plus sur le site qu'une seule personne à l'arrivée des forces de l'ordre.

Sur les 85 personnes recensées en début d'année, une famille de 7 personnes a bénéficié le 12 mai 2025 dans le cadre d'une procédure DALO d'un logement social à Auby, et hier, lundi 26 mai 2025, deux familles avec deux enfants chacune ont bénéficié d'un hébergement, à Tourcoing pour l'une, et à Armentières pour l'autre. Cependant, **environ 70 personnes se retrouvent sans solution d'hébergement, et ont dû quitter le bidonville où ils et elles vivaient depuis plusieurs années**, en laissant derrière eux certaines caravanes, plus en état de rouler.

Encore une fois, nous avons assisté à **une expulsion avec trop peu de solutions, dont la conséquence est un déplacement d'une population fragile et précaire, laissée pour compte sans véritable accompagnement, et sans résolution du problème initial**. Alors qu'une circulaire interministérielle de 2018 explique précisément la procédure à suivre pour parvenir à une résorption efficace des bidonvilles, c'est-à-dire le relogement des publics et leur accompagnement dans une stratégie d'amélioration durable de leurs conditions de vie.

Cette situation est d'autant plus vécue comme un échec que nous avions appris cette expulsion programmée par une délibération soumise à l'approbation du Conseil municipal de Lille le 28 avril 2025, et que nous avions demandé à la majorité municipale de s'opposer à cette expulsion. **Jérémie Crepel avait dénoncé ce soir-là l'absence de concertation autour de cette décision**, le nombre trop faible de relogements proposés, la scolarisation des enfants appelée à être interrompue... **Le projet proposé pour ce terrain est certes positif et le nettoyage du terrain nécessaire, mais cela ne peut se faire dans ces conditions !**

A l'indignation prononcée par Jérémie Crepel, la majorité municipale a rétorqué qu'il ne fallait pas lui donner de leçon sur ce sujet, que les associations et collectifs avaient été reçus, que la moitié des familles sur le site seraient orientés vers un logement ou un CHRS, et que le nettoyage du terrain aurait lieu une fois que les personnes auraient été orientées vers un hébergement ou aurait décidé de rentrer dans leur pays.

Ce matin, un mois plus tard, les forces de l'ordre pénétraient sur les terrains sans que 70 des 85 personnes vivant sur le site n'aient été orientées vers un hébergement, en contradiction avec les propos de la majorité lors du dernier conseil municipal.